

Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

Zoom sur ...

... le bilan d'activités de l'Alliance Sahel et la situation humanitaire de la région

❖ Trois ans d'appui au développement de l'Alliance au bénéfice des pays du G5 Sahel

L'Alliance Sahel est une **plateforme de coordination des bailleurs de fonds** lancée en 2017 par **la France, l'Allemagne et l'Union européenne**, en vue de soutenir le développement des pays membres du G5 Sahel (**Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad**) confrontés depuis plusieurs années à une **situation sécuritaire préoccupante**. La Banque mondiale, la Banque Africaine de développement (BAfD), la Banque européenne d'investissement (BEI) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ainsi que l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni, le Luxembourg, le Danemark, les Pays-Bas et la Norvège ont également rejoint l'initiative.

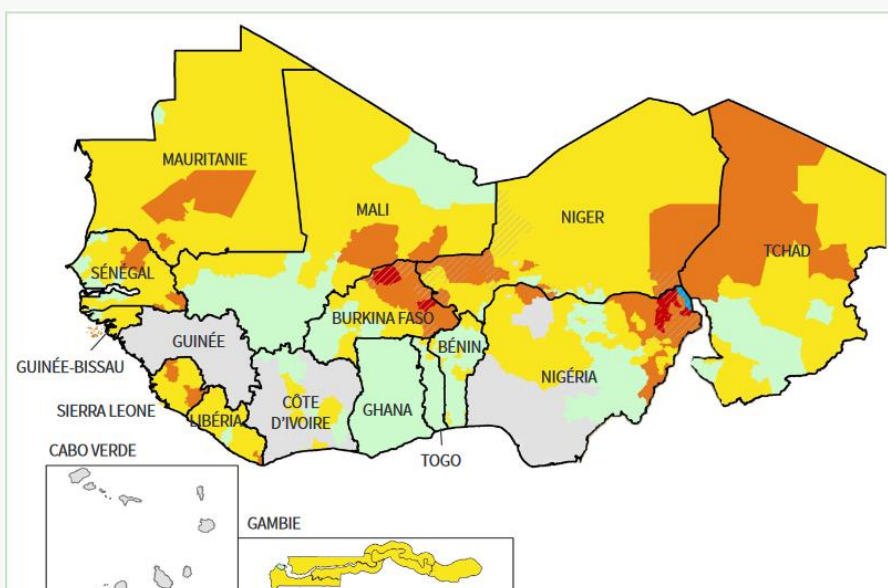
Le 19 janvier 2021, l'Alliance Sahel a présenté **un rapport sur ses trois années d'activité** lors d'une [conférence digitale](#). Les acteurs engagés au sein de cette organisation ont livré leurs observations sur les projets qu'elle appuie depuis 2017 – 880 projets au total pour des engagements financiers estimés à environ 17,1 Mds EUR. Les résultats de 503 projets ont été analysés.

Selon les résultats de cette analyse, 420 000 personnes ont bénéficié de **formations professionnelles** ; un demi-million de **paysans et d'éleveurs** ont été appuyés dans leurs activités ; l'accès à **l'électricité** a été facilité pour 550 000 personnes, l'accès à **l'assainissement** pour 1,6 millions d'habitants et l'accès à **l'eau potable** pour 5,6 millions de personnes ; 3 millions d'enfants ont été **vaccinés** ; 1200 organisations de la société civile ont été soutenues.

Le secteur de **la décentralisation et des services de base** (252 projets pour 5,6 Mds EUR d'engagements) et celui de **l'agriculture, du développement rural et de la sécurité alimentaire** (231 projets pour 4,2 Mds EUR) sont en volume les deux principaux secteurs d'intervention de l'Alliance Sahel.

Les défis à surmonter restent nombreux : appropriation par les Etats du Sahel des projets de développement, efficacité des projets pour maintenir de manière effective la stabilité de la région, coordination entre les partenaires, etc. En vue de répondre à ces enjeux, un **Cadre d'actions prioritaires (CAPI) a été adopté par les chefs d'Etat du G5 Sahel** en février 2020. Il établit un programme de projets à impact rapide et fournit une liste de « Zones d'intervention prioritaires ».

Situation alimentaire et nutritionnelle projetée en juin-août 2021 par le RPCA



Légende

Phase 1 : minimale	Phase 5 : famine
Phase 2 : sous pression	Zones partiellement inaccessibles
Phase 3 : crise	Non analysé
Phase 4 : urgence	



23.6 millions
de personnes

ou 8,6 % de la population
analysée, risquent d'être
en situation de « crise »
et au-delà (phases 3-5)

Phase 1	187.8 millions de personnes
Phase 2	62.5 millions de personnes
Phase 3	21.8 millions de personnes
Phase 4	1.8 million de personnes
Phase 5	-

❖ Une situation humanitaire qui se détériore sous l'effet du contexte sécuritaire et de la COVID-19

Cette restitution intervient alors que la **situation humanitaire** dans la région du Sahel a continué de **se dégrader en 2020** : selon [le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies](#) (OCHA), plus de **14 millions de personnes sont actuellement en situation d'insécurité alimentaire aiguë** – un chiffre qui a doublé en un an. Par ailleurs, **31 millions de personnes** auraient besoin d'une **aide humanitaire**, dont 22,2 millions ont été ciblées par les agences humanitaires œuvrant dans la région. Selon [le Réseau de prévention des crises alimentaires](#) (RPCA), l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest doit se préparer à une crise alimentaire et nutritionnelle majeure en 2021. Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans la sous-région pourrait passer à **23,6 millions au cours de la prochaine période de soudure** (juin-août 2021).

La situation est particulièrement critique dans le centre du Sahel – **Burkina Faso, Mali, et l'Ouest du Niger** – où l'insécurité a eu pour conséquence une augmentation du nombre de **personnes déplacées internes multiplié par 20 depuis 2018**. De plus, la **pandémie de COVID-19** a affecté les systèmes alimentaires en perturbant les chaînes d'approvisionnement. Elle a aussi provoqué la perte de revenus et d'emploi, la réduction des services

sociaux, etc. Ainsi, la prévalence de l'insécurité alimentaire aiguë dépasse le seuil de 10% dans la majorité des régions de ces trois pays.

Par ailleurs, les pays d'Afrique de l'Ouest demeurent parmi les pays dont **l'indice de développement humain (IDH) est le plus faible au monde** et les inégalités les plus fortes : selon [le dernier classement du PNUD publié en décembre 2020](#), parmi les Etats sahéliens, tous sont classés dans la catégorie des pays à IDH faible – de la 157^{ème} place pour la Mauritanie jusqu'à la **dernière place (189^{ème}) pour le Niger** ([voir notre zoom sur le sujet](#)).

La stabilisation des zones confrontées à la fois à des enjeux sécuritaires complexes et de fortes vulnérabilités économiques, sociales et climatiques demeure donc un défi majeur. Elle mobilise les bailleurs de fonds : à l'occasion du « **One Planet Summit** » pour la biodiversité, organisé conjointement par la France, les Nations unies et la Banque mondiale le 11 janvier 2021, les banques de développement se sont par exemple engagées à financer **le projet de « Grande muraille verte »** à hauteur de **11,8 Mds EUR**. Celle-ci consiste à planter de la végétation sur 8 000 kilomètres de long à travers le Sahara et le Sahel, dans 11 pays. L'objectif est de restaurer **100 millions d'hectares de terres dégradées d'ici 2030** afin d'améliorer la sécurité alimentaire, créer des emplois et promouvoir la paix.

ACTUALITE REGIONALE

La BAfD et la BEI signent un plan d'action commun pour accélérer le développement en Afrique

La Banque africaine de développement (BAfD) et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont signé, le 20 janvier, [un plan d'action de partenariat commun pour renforcer leur coopération](#), avec un fort accent sur la dynamisation des investissements publics et privés. Celui-ci permet aux deux institutions de développer un panier commun de projets finançables, axés notamment sur les domaines de la lutte contre les effets du changement climatique, les infrastructures, les technologies de l'information, l'inclusion financière, l'éducation, la formation et la santé. Pour rappel, le portefeuille commun des deux institutions atteint 3,4 Mds EUR sur ces cinq dernières années et a généré un total d'investissements de 10,2 Mds EUR pour 26 projets à travers le continent. Dans la région du Sahel, la BAfD et la BEI financent notamment l'initiative « Desert to Power » et la « Grande muraille verte » pour la production d'énergie et la lutte contre le changement climatique.

La BAfD renforce les capacités des Caisses des dépôts et consignations de 5 pays de l'UMOA

La BAfD a entamé, le 20 janvier, [une session de formation et de renforcement des capacités au profit des Caisses des dépôts et consignations](#) (CDC) de cinq pays de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA) : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger et Sénégal ; ainsi que celles du Gabon et de la Tunisie. Cette session, organisée sur deux jours par le Département du développement du secteur financier et la Division du développement des marchés de capitaux de la BAfD, devrait permettre aux CDC de disposer d'un solide dispositif de gouvernance, d'un cadre adéquat de gestion des risques, d'une meilleure capacité à mobiliser et gérer les fonds publics en portefeuille et d'une bonne capacité d'identification, d'exécution et de suivi des investissements.

25,6 M USD de garanties de la MIGA pour l'alimentation solaire des tours de télécoms d'Escotel en Sierra Leone et au Libéria

L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), membre du Groupe de la Banque mondiale, a approuvé [des garanties pouvant atteindre 25,6 M USD](#) en faveur des investissements dans la production d'énergie solaire de Escotel Mauritius au Libéria (12,1 M USD) et en Sierra Leone (13,5 M USD). Spécialisé

dans la fourniture d'énergie renouvelable aux infrastructures télécoms, l'énergie qui sera produite par Escotel est destinée à l'alimentation de tours de télécommunications dans les deux pays. Les garanties couvrent les risques liés à aux restrictions de transfert, à l'expropriation, aux guerres et aux troubles civils sur une période pouvant atteindre 10 ans. D'après la MIGA, les deux pays possèdent une offre d'énergie assez faible, le taux d'accès à l'électricité en Sierra Leone étant de 16% et 12% au Liberia.

Le fonds d'investissement Kasada rachète 8 hôtels à Accor en Afrique francophone

Kasada Hospitality Fund LP (Kasada), une plateforme d'investissement dédiée à l'hôtellerie en Afrique subsaharienne, a annoncé le 19 janvier [l'acquisition d'un portefeuille de 8 hôtels auprès d'AccorInvest](#) : 4 en Côte d'Ivoire (Pullman, Novotel, Ibis Plateau et Ibis Marcory, tous situés à Abidjan), 3 au Sénégal (Pullman, Novotel et Ibis à Dakar) et 1 au Cameroun (l'hôtel Ibis à Douala). Il s'agit d'une des plus grandes opérations de fusion-acquisition transfrontalières dans le secteur de l'hôtellerie en Afrique. Le fonds bénéficie de 500 M USD en fonds propres. Son capital est constitué d'Accor (30%) et du Fonds souverain du Qatar (70%).

BENIN

Hausse des tarifs de l'électricité de la SBEE

[Les tarifs de la Société béninoise d'énergie électrique \(SBEE\) ont augmenté le 1^{er} janvier 2021](#), dans le but de garantir l'équilibre financier de la société. La tranche sociale (0-20 kWh) passe de 78 à 86 FCFA le kWh et la tranche 1 (0-250 kWh) de 109 à 125 FCFA le kWh.

Démarrage des études pour le projet de construction de l'échangeur du carrefour Vèdoko à Cotonou

Marquant l'aboutissement des négociations initiées en 2017 entre les gouvernements japonais et béninois, [la phase d'études préliminaires du projet d'échangeur routier à Cotonou s'est close](#). Des études détaillées seront prochainement initiées, le choix des bureaux d'études ayant été entériné en Conseil des ministres le 13 janvier 2021 – sans que leurs noms ne soient communiqués.

BURKINA FASO

460 M USD de la Banque mondiale pour des projets de développement économique et social

Le 21 janvier 2021, le ministre de l'Economie, des Finances et du Développement a procédé à [la signature de 3 accords de financement d'un montant cumulé de 460 M USD, avec la Banque mondiale](#). Le premier accord, d'un montant de 350 M USD, est relatif au financement du Projet d'urgence de développement territorial et de résilience (PUDTR), dont l'objectif est d'améliorer l'accès des communautés, y compris les personnes déplacées internes, aux infrastructures et aux services sociaux essentiels dans les zones ciblées. Le deuxième accord est un appui budgétaire pour le financement à l'appui des politiques de développement portant sur la réponse à la crise liée à la COVID-19 d'un montant de 100 M USD. Il vise entre autres à améliorer l'identification et la réponse aux épidémies, renforcer les filets sociaux, et améliorer la gouvernance des fonds COVID-19. Enfin, le troisième accord est un financement additionnel du Projet de renforcement des services de santé (PRSS) d'un montant de 10 M USD. Ce financement additionnel porte à hauteur de 110 M USD le financement global de la Banque mondiale au PRSS, dont l'objectif est d'améliorer la qualité et l'utilisation des services de santé, en mettant l'accent sur la santé, la nutrition de la mère, des enfants et des adolescents et la surveillance des maladies.

L'inflation ralentit à +2,3% en g.a. en décembre 2020

Après +4,5% le mois précédent, [le taux d'inflation en décembre 2020 s'est établi à +2,3% en glissement annuel](#) selon l'Institut national de la statistique et de la démographie. Les biens ayant contribué à ce niveau d'inflation sont essentiellement les produits alimentaires et les boissons non-alcoolisées (+5,4%). La plupart des autres postes se maintiennent à un niveau de prix fixe ou connaissent une légère déflation, notamment les boissons alcoolisées, le tabac et les stupéfiants (-4%), le transport (-1,9%) et le logement, l'eau, le gaz, l'électricité et autres combustibles (-1,6%). Pour rappel, les critères de convergence des pays de l'UEMOA fixe la norme communautaire à 3% maximum en moyenne annuelle.

CÔTE D'IVOIRE

Des formations pour une meilleure gestion des finances publiques financées par la BAfD

Depuis le 11 janvier, [176 agents de 5 ministères bénéficient d'une formation organisée par l'Inspection générale d'Etat](#) (IGE) dans le cadre du Projet d'appui à la gestion économique et financière (PAGEF), [financé à hauteur de 16 Mds FCFA \(24,4 M EUR\) par la BAfD](#). L'objectif du projet est d'optimiser la mobilisation des

ressources budgétaires et renforcer le cadre de gestion de la dépense publique, notamment en formant les bénéficiaires à des missions d'audit interne. De plus, la formation sensibilise les agents aux changements en cours au sein des administrations : mise en œuvre d'un nouveau schéma directeur des finances publiques, adoption du budget-programme, déconcentration de l'ordonnancement, etc.

Mise en service du péage de l'autoroute de Grand-Bassam prévue en avril 2021

A l'occasion de [sa visite d'inspection du chantier le 13 janvier](#), le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier a indiqué que les travaux du poste à péage de l'autoroute de Grand-Bassam s'achèveront fin avril 2021. D'un coût de 4,8 Mds FCFA (7,3 M EUR) financé par la Chine, l'infrastructure comportera 8 couloirs par sens de circulation – soit 16 couloirs au total. Les tarifs seront fixés prochainement par le gouvernement en Conseil des ministres. Des solutions sont actuellement étudiées pour que les habitants des quartiers attenants à l'autoroute puissent rejoindre leur domicile sans s'acquitter de la redevance. [Inaugurée en 2014 après sa construction par la China Machinery Engineering Corporation](#) pour un montant de 62 Mds FCFA (94,5 M EUR), cette portion de route s'inscrit dans le projet routier régional Abidjan-Lagos, qui vise à relier 5 capitales économiques et politiques de la sous-région (Accra, Cotonou et Lomé). Il s'agit d'un projet phare du [Programme pour le développement des infrastructures en Afrique](#) (PIDA), initiative continentale dont la BAfD est l'organe d'exécution.

Signature d'un accord-cadre entre Eutelsat Communications et La Poste pour la fourniture de service de connectivité

[La société française Eutelsat Communications](#) a signé un accord de partenariat avec InterSat, une entreprise spécialisée dans la fourniture d'accès à internet, afin de développer des services de connectivité sur le réseau de La Poste dans toute la Côte d'Ivoire. Il est prévu que 170 bureaux de poste soient prochainement reliés au haut débit par satellite. Cette couverture pourra par la suite être étendue à 3000 points relais répartis dans tout le pays. A terme, cet accord pluriannuel permettra à des populations isolées d'accéder à des services de haute qualité, limitera les zones blanches et tentera de combler la fracture numérique dans les zones rurales. Ce projet rentre dans le plan de redressement opérationnel et financier de La Poste qui souhaite dynamiser son offre commerciale à travers la fourniture de services numériques. Le projet devrait contribuer à l'augmentation du taux de couverture internet, qui s'établit actuellement à 0,9% pour le fixe et 68,9% pour le mobile.

GAMBIE

Le FMI approuve la 1^{ère} revue du programme FEC et le décaissement de 28,8 M USD

[Le FMI a approuvé le décaissement immédiat de 28,8 M USD](#) pour aider la Gambie à répondre à ses besoins de financement et soutenir les dépenses sociales et la reprise post-pandémie. Le premier examen du programme soutenu par une facilité élargie de crédit (FEC) accordée en mars 2020, qui donne accès à 47,1 M USD (56,3% de la quote-part), a été approuvé. Le Fonds a également accepté l'augmentation de l'accès dans le cadre de l'accord, de 35 M DTS à 55 M DTS, soit 88,4% de la quote-part. La croissance économique en Gambie devrait être nulle en 2020, avant de rebondir à +6% en 2021, puis une moyenne de +6,5% par an à moyen terme. La Gambie est toujours évaluée en risque élevé de surendettement.

GUINEE

13,6 M USD de la BAfD et du PNUD pour soutenir l'emploi des jeunes, améliorer la mobilisation des recettes et aider à la formalisation des entreprises

La ministre du Plan et du Développement économique, la BAfD et le PNUD [ont signé, le 15 janvier 2021, trois documents d'accords de don](#) : (i) le premier d'un montant de 12,8 M USD pour le financement du [Projet d'appui à la mobilisation des ressources internes et à la formalisation des entreprises](#) (PAMORIFE) ; (ii) le deuxième à hauteur de 1,5 M USD pour le financement [Projet d'assistance technique à l'emploi des jeunes](#) (PATEJ) ; (iii) le dernier d'un montant de 500 000 USD au titre du [Fonds fiduciaire, multi donateurs pour l'entrepreneuriat et l'innovation des jeunes](#). Ces projets s'inscrivent dans [le Plan National de Développement Économique et Social](#) (PNDES 2016-2020) et seront intégrés dans le nouveau PNDES (2021-2025).

Signature d'un protocole d'accord entre le ministère des Hydrocarbures et la direction du projet Simandou

Le ministre guinéen des Hydrocarbures [a signé, le 14 janvier 2021, un Protocole d'accord](#) avec la Société Winning Consortium Simandou SAU. Celui-ci porte sur la fixation du périmètre géographique devant abriter les installations du nouveau dépôt pétrolier en cohabitation avec les infrastructures minières du projet

Simandou dans le domaine maritime de Moribayah. La réserve de minerai de fer de haute qualité du mont Simandou, [plus grand projet d'exploitation minière industrielle guinéenne](#), a fait l'objet d'une [signature d'une convention de base entre la Guinée et la SMB-Winning](#) pour l'exploitation des blocs I et II le 4 juin 2020. Ce projet prévoit également la construction d'une voie ferrée de 679 km reliant la région forestière à un port en eaux profondes situé à Matakang. Le projet est estimé à 15,5 Mds USD sur vingt-cinq ans. Le 21 novembre 2020, l'Assemblée nationale a voté l'autorisation de [ratification des conventions portuaires et ferroviaires par l'Etat guinéen](#). La première production commerciale est prévue pour 2026.

LIBERIA

Une ordonnance présidentielle pour stimuler l'économie

[Le Président George Weah a promulgué, le 21 décembre 2020, une ordonnance visant à stimuler la croissance économique de l'économie libérienne](#), qui a connu un ralentissement imputable aux baisses continues et persistantes des prix et la demande pour les exportations primaires de caoutchouc, de minerai de fer et de bois du Libéria. L'ordonnance tient compte de l'adoption effective du Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO, qui limite la capacité du pays à utiliser les droits d'importation comme instrument de politique fiscale pour protéger les industries locales de la concurrence déloyale et du dumping. De ce fait, elle mentionne qu'à titre de mesure d'atténuation, le ministre des Finances et de la Planification du développement imposera une surtaxe sur les marchandises importées dans le pays qui sont en concurrence avec les fabricants et producteurs locaux. L'ordonnance institue également des mesures visant à réduire les exigences et processus administratifs pour les importateurs, les étrangers, les concessionnaires et les propriétaires de biens immobiliers. Selon les récentes projections de la Banque mondiale, l'économie libérienne devrait rebondir (+3,2%) en 2021, après une contraction (-2,9%) en 2020.

MALI

Premiers transferts monétaires d'urgence dans le cadre de la lutte contre l'impact de la COVID-19

Le gouvernement malien a procédé [au lancement des opérations de paiement du Programme gouvernemental de transferts monétaires d'urgence](#), destiné aux ménages pauvres et vulnérables dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID-19, le 18 janvier 2021. Cette opération d'assistance consiste à apporter une aide financière d'un montant de 90 000 FCFA (137,2 EUR) à chaque ménage afin d'atténuer les impacts économiques et sociaux de la pandémie. Le programme mobilisera la somme de 100 Mds FCFA (152,4 M EUR) entièrement financée par le budget national. La première phase devrait concerner 352 900 ménages sur un million ciblés à travers tout le pays. Il s'agit du plus vaste programme d'assistance sociale mise en œuvre au Mali.

Ratification de 4 accords de financement par le gouvernement malien

Au cours de sa séance du 21 janvier 2021, [le Conseil des ministres a ratifié plusieurs accords et convention de financement](#). Il s'agit notamment de : (i) la convention de crédit d'un montant de 36,8 Mds FCFA (55 M EUR) signée avec l'AFD, pour le financement du Projet de la Boucle Nord 225 KV autour de Bamako qui permettra entre autres d'augmenter les capacités de transit d'électricité ; (ii) l'accord de prêt d'un montant de 5,7 Mds FCFA (8,8 M EUR), signé avec la BAfD, en vue du financement du Programme d'adhésion du Mali à l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique ; (iii) l'accord de prêt d'un montant de 5 Mds FCFA (7,6 M EUR), signé avec la BOAD, en vue du financement partiel de la Phase de consolidation du Programme de développement de l'irrigation dans le bassin du Bani et à Sélingué et (iv) l'accord de financement d'un montant de 18,1 Mds FCFA (27,6 M EUR), signé avec la Banque mondiale, relatif au Programme de financement de la politique de développement du commerce régional de l'énergie en Afrique de l'Ouest.

MAURITANIE

Le cabinet MCG retenu pour l'étude de faisabilité du projet routier du port de N'Diago

Le ministre de l'Équipement et des Transports a retenu [le cabinet Mauritanian Consulting Group \(MCG\) pour l'étude de faisabilité d'un montant de 80 000 EUR de la route Keur Macene-N'Diago](#). Les cabinets mauritaniens Afrecom, BECR, SGIE, le canadien AECO et tunisien PEP engineering étaient également en course. MCG dispose d'un délai de 3 mois pour réaliser l'étude de cette route de 40 km qui a pour objectif de désenclaver le port multifonctionnel de N'Diago en prenant en considération les aspects socio-économique, socio-environnementale et la technique détaillée. Parallèlement, le génie militaire serait en négociation avec le ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement pour le projet d'alimentation en eau du Port. Pour mémoire, le port de N'Diago aura coûté 352 M USD.

Eiffage réalise ses premiers chargements de roches à Nouakchott pour le projet GTA

[Eiffage Génie Civil marine a extrait près de 1,3 M tonnes de roches de sa carrière mauritanienne](#) d'Akjoujt dans la wilaya de l'Inchiri. Ces matériaux destinés à la réalisation du projet GTA sont acheminés sur une plateforme de 17 hectares construite sur le Port Autonome de Nouakchott où ils sont chargés depuis le 11 janvier à raison de 30 000 tonnes/rotation sur le navire Simon Stevin qui les convoiera jusqu'au hub à 10 km des côtes mauritano-sénégalaises. Les opérations de « rock installation » permettront de constituer la fondation du brise-lames du site.

14 M EUR pour la construction de 40 km de voirie à Nouakchott

Conformément au programme « Mes engagements » du Président mauritanien et de celui de « mes priorités n°1 », [la société publique ATTM supervisée par le Laboratoire national des travaux publics vont entamer la construction de 40 km de voirie urbaine à Nouakchott](#). Le directeur général des infrastructures au sein du ministère de l'Équipement et des Transports a précisé dans une déclaration à l'Agence mauritanienne d'information que les travaux routiers prévus pour la capitale dans le cadre du programme « Mes priorités n°1 » sont exécutés à 81%. Les 14 M EUR nécessaires à la construction de ces tronçons routiers sont financés sur le budget de l'Etat.

Le Fonds de solidarité nationale et de lutte contre la propagation de la COVID-19 audité par la Cour des comptes

Le ministre des Finances a déclaré que [la Cour des comptes procède actuellement à un audit de toutes les opérations de dépenses du fonds de solidarité nationale et de lutte contre la propagation du coronavirus](#). Le ministre a ajouté que dans le souci de renforcer la transparence les membres du comité interministériel seront dotés de tablettes numériques contenant les dossiers et les liens nécessaires pour suivre les opérations de dépenses qui sont engagées par le fonds.

NIGER

Partenariat franco-nigérien pour la régulation du secteur de l'énergie financé par l'AFD

Le premier [Comité de pilotage du partenariat entre la Commission de régulation de l'énergie \(CRE\) française et son homologue nigérien, l'Autorité de régulation de l'énergie \(ARSE\)](#), s'est tenu le 19 janvier 2021 à Niamey. Les deux régulateurs sont membres du réseau RegulaE.fr des régulateurs francophones de l'énergie. Le partenariat est financé par la France, à travers l'AFD, à hauteur de 400 K EUR. Signé le 25 novembre 2020, celui-ci vise à améliorer du cadre juridique du secteur de l'électricité et renforcer les capacités de l'ARSE dans ses activités de contrôle des entreprises du secteur électrique. Pour rappel, le Niger est confronté à une crise majeure dans le secteur électrique, la demande en énergie excédant largement l'offre, alors que seulement 15 % de la population a accès à l'électricité.

SENEGAL

Lesieur cristal rachète les Oléagineux du Sénégal (Oleoson)

[La filiale marocaine du groupe français Avril vient de racheter Oleoson](#), acteur économique sénégalais qui fabrique et commercialise essentiellement des huiles végétales. Lesieur Cristal acquiert ainsi l'ensemble des parts jusqu'ici codétenues par le groupe Avril et son partenaire Castel (90,16%), l'actionnaire local, la famille Fall, restant au capital d'Oleoson. L'entreprise envisage de réaliser d'importants investissements industriels, qui visent à faire d'Oleoson un acteur économique de premier plan, leader du marché au Sénégal et dans l'UEMOA.

Plus de 46 000 tonnes de graines d'arachides collectées

Selon son Directeur général, [la Société nationale de commercialisation des oléagineux du Sénégal](#) (Sonacos) a collecté plus de 46 000 tonnes de grandes d'arachides destinées aux huileries locales, dont 3 900 tonnes dans la région de Ziguinchor. Ces résultats, bien meilleurs que les campagnes 2018 et 2019, dissipent ses inquiétudes liées à la campagne de commercialisation 2020-2021.

SIERRA LEONE

L'inflation ralentit légèrement à +10,4% en g.a. en décembre 2020

Après +10,6% le mois précédent, [le taux d'inflation en décembre 2020 s'est établi à +10,4% en g.a](#) selon l'institut de la statistique sierra léonaise. Les principaux postes ayant contribué à ce niveau d'inflation sont :

« Aliments et boissons non-alcoolisées » (+15,1%) et «Vêtements et chaussures» (+19,2%). Sur l'ensemble de l'année 2020, le taux d'inflation se situe à +13,4% en moyenne annuelle.

TOGO

Forte hausse de l'excédent de la balance des paiements en 2019

Selon la [BCEAO](#), la balance des paiements du Togo a enregistré en 2019, un excédent de 170,2 M FCFA (259,4 M EUR), soit près de 10 fois l'excédent enregistré en 2018. Cette évolution résulte principalement des améliorations de 70,2 M FCFA (107 K EUR) du solde du compte des transactions courantes et de 88,9 M FCFA (135,5 K EUR) des flux nets au titre du compte financier, atténuées par la baisse de 5,8 M FCFA (8,9 K EUR) du solde du compte de capital. On note par ailleurs que le solde de la balance commerciale (structurellement déficitaire) est ressortie à -443,5 M FCFA (-676,1 K EUR), en baisse de 2,0% par rapport à 2018. Aussi, les investissements directs étrangers ont enregistré une entrée nette de 177,4 M FCFA (270,5 K EUR), contre une sortie nette de 139,5 M FCFA (212,7 K EUR) en 2018.

Forte hausse des transactions de T-Money en 2020

[Les plateformes de transfert d'argent Floop de Moov et T-Money de Togocom ont généré au total 2 200 Mds FCFA](#) (3,4 Mds EUR) entre 2015 et 2019. Floop est de loin la plus utilisée, avec 78% des transactions, contre 22% pour T-Money. Le service de Togocom a néanmoins connu une forte croissance en 2020, enregistrant 520 Mds FCFA de transactions, soit presque cinq fois plus qu'en 2019. Une telle augmentation est principalement due à la mise en place du programme social de transfert monétaire Novissi et au recours contraint au digital en raison de la crise sanitaire.

Responsable de la publication : François SPORRER, Chef du Service économique régional d'Abidjan

Pour s'abonner : abidjan@dgtresor.gouv.fr

[Site Internet](#) et compte Twitter [@DGTresor_RCI](#) 

Copyright : tous droits de reproduction réservés sauf autorisation expresse du Service économique régional d'Abidjan.

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional d'Abidjan (Afrique de l'Ouest – hors Nigéria-Ghana)
François SPORRER francois.sporrer@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Bamako (Mali)
Valéry ALVES valery.alves@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Dakar (Sénégal, Mauritanie, Gambie, Cap Vert)
Christophe MORCHOINE christophe.morchoine@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Lomé (Togo, Bénin)
Pascal FOURCAUT pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Ouagadougou (Burkina Faso, Niger)
Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

PRINCIPAUX INDICATEURS PAYS

	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2020</i>	12,1	20,9	0,6	26,4	2,4	13,1	2,0	5,1	20,3	4,6	24,2	16,7	8,0	8,3	130,9	1 100
Macroéconomie¹																
<i>PIB (Mds USD) 2019</i>	14,4	15,7	2,0	58,6	1,8	13,8	1,4	3,2	17,3	7,6	12,9	23,6	4,2	5,5	149,4	1 714,2
<i>PIB / Hab. (USD) 2019</i>	1 218,2	774,7	3 601,7	2 229,6	774,2	1 102,5	810,6	693,6	907,3	1 872,6	553,9	1 445,9	539,1	675,3	-	-
<i>Croissance PIB réel (%) 2019</i>	+6,9	+5,7	+5,7	+6,5	+6,1	+5,6	+4,5	-2,5	+5,1	+5,9	+5,9	+5,3	+5,4	+5,3	+6,1	+3,2
<i>Inflation (%) 2019</i>	-0,9	-3,2	+1,1	+0,8	+7,1	+9,5	+0,2	+27	-2,9	+2,3	-2,5	+1	+14,8	+0,7	-0,3	+8,5
Finances Publiques																
<i>Solde budgétaire global (%PIB) 2019</i>	-0,5	-3,5	-1,8	-2,3	-2,5	-0,5	-4,6	-4,5	-1,7	+2,1	-3,6	-3,8	-2,7	+2,1	-2,3	-4,2
<i>Dette publique (%PIB) 2019</i>	41,2	42,7	125,0	37,9	80,0	34,5	67,6	53,3	40,5	58,1	41,7	64,1	70,0	70,9	44,5	50,4
<i>Pression fiscale (%PIB) 2019</i>	10,6	16,0	21,3	12,2	11,3	12,5	-	12,1	14,7	12,7	10,3	17,4	12	17,2	-	-
Echanges²																
<i>Balance commerciale (%PIB) 2019</i>	-3,9	+1,1	-33,2	+5,8	-25,6	-4,4	-7,6	-19,8	-2,0	-8,0	-9,3	-12,3	-13,3	-15	-	-
<i>Exportations françaises vers (M USD)</i>	254,7	312,1	15,4	1 125,8	19,7	166,2	5,9	6,1	374,3	274	142,4	1 366,5	15,4	150,2	2 365,4	-
<i>Importations françaises depuis (M USD)</i>	3,1	104,6	0,06	753	1,1	52,3	0,4	92,3	10,8	58	57,4	87,4	12,4	53,9	1 070,6	-
<i>Balance courante (%PIB) 2019</i>	-4,3	-4,8	+0,3	-2,7	-5,3	-13,7	-8,5	-21,5	-4,2	-10,6	-12,6	-7,7	-13,5	-4,3	-5,3	-3,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2019</i>	-	-	8,8	-	4,2	2,5	-	2,3	-	3,7	-	-	3,9	-	6,0	6,2
Classements internationaux																
<i>IDH (2019)³</i>	163	182	126	165	174	174	178	176	184	161	189	166	181	167	-	-
<i>Doing Business (2020)⁴</i>	149	151	137	110	155	156	174	175	148	152	132	123	163	97	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
<i>Transparency International⁶</i>	80	85	41	106	-	130	168	137	130	137	120	66	119	130	-	-

1 Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

2 Trade Map-2017

3 PNUD – Classement sur 189 pays

4 Banque mondiale - Classement sur 190 pays

5 Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, A1, A2, A3, A4, B, C, D, E dans l'ordre croissant du risque

6 Indice de perception de la corruption – classement sur 198 pays.